

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21734 - 80ÈME ANNÉE

L'administration française de Mayotte veut expulser des milliers de survivants de Chido des centres d'hébergement

PCR : « Mayotte : tous les sinistrés doivent être hébergés, en urgence »

Le Parti communiste réunionnais demande aux autorités françaises de traiter avec dignité et humanité les sinistrés de longue durée qui se sont réfugiés dans des centres d'hébergement suite au passage du cyclone Chido. Il appelle également l'administration française de Mayotte à accompagner tous ceux qui veulent reconstruire leur logement ou le consolider indépendamment de leur nationalité, à apporter un soutien financier d'urgence, à solliciter la solidarité issue du voisinage qui a montré son efficacité depuis la crise. Pour le PCR, « c'est une mauvaise idée de demander aux entreprises réunionnaises de suppléer aux carences de l'Etat, en brandissant la carotte du profit des commandes publiques ».

« A Mayotte, 120 centres d'hébergement accueillent 15 000 personnes depuis le passage du cyclone Chido. Ces centres sont principalement des écoles qui ont bien résisté. La rentrée scolaire étant fixée au 13 janvier, le délai très court a certainement été anticipée. Après le passage très médiatique du Président de la République, du premier ministre et des membres du gouvernement et des responsables de partis politiques, le gouvernement devrait communiquer de manière permanente sur les réalités du terrain.

En l'absence d'informations tangibles, le Parti communiste réunionnais demande aux autorités françaises de traiter avec dignité et humanité ces sinistrés de longue durée. Il s'agit in fine d'un petit effectif sensible de 15 000 personnes sur une population de plus de 300 000 habitants.

D'autre part, le PCR s'inquiète du risque de reprise des constructions précaires, si la vente de tôle est réservée à une petite catégorie de privilégiés. Au contraire, l'Etat devrait mettre du personnel technique compétent pour accompagner toutes les personnes qui souhaitent reconstruire leur habitation



légalement ou consolider l'existant. Il peut apporter un soutien financier d'urgence. Il peut solliciter la solidarité issue du voisinage qui a montré son efficacité depuis la crise.

Par contre, c'est une mauvaise idée de demander aux entreprises réunionnaises de suppléer aux carences de l'Etat, en brandissant la carotte du profit des commandes publiques.

La France devrait publier un calendrier précis des objectifs pour que les sinistrés ne se retrouvent pas dans la situation des habitants de Saint-Martin dont la moitié des bâtiments sinistrés n'ont pas encore été reconstruits, 7 ans après le passage du cyclone Irma qui a rasé l'île en 2017.

Bureau de presse du PCR

Le 7 janvier 2025 »

Le modèle néocolonial montre un signe d'affaiblissement

Baisse de 12 % des ventes de voitures neuves : bonne nouvelle pour La Réunion

L'aggravation de la crise en France touche son modèle néocolonial. 2024 a vu une nette diminution des ventes de voitures neuves dans une ancienne colonie française, La Réunion. C'est la conséquence de l'inflation de ce produit de consommation importé. Malgré tout, plus de 24 000 véhicules particuliers ont été importés dans notre île l'an dernier, la fuite des richesses continue, mais moins vite.

La chute des ventes de voitures neuves à La Réunion, marquée par une baisse de 11,77 % en 2024 par rapport à l'année précédente est pour certains une alerte économique.

La baisse des immatriculations a une conséquence positive immédiate : une possible limitation de la croissance des embouteillages, fléau quotidien des Réunionnais. Avec des infrastructures routières saturées, la multiplication des véhicules augmente les temps de trajet, le stress des usagers et l'empreinte carbone de l'île. Moins de voitures neuves sur les routes pourrait ralentir cette spirale infernale.

Investir dans d'autres transports plus adaptés aux revenus des Réunionnais

Sur le plan environnemental, cette diminution est une opportunité. L'impact écologique de l'automobile est connu : émissions de gaz à effet de serre ou pollution liée à l'usure des pneus et des freins. Les chiffres montrent une stagnation des ventes de voitures électriques, cette situation souligne la nécessité d'investir dans d'autres moyens de transport plus adaptés aux revenus des Réunionnais, comme les transports collectifs.

Le recul des ventes de voitures neuves illustre un changement plus profond : l'essoufflement d'un mo-

dèle économique néocolonial basé sur l'importation massive de biens coûteux, financés par des richesses locales et des transferts publics. Les véhicules neufs, majoritairement importés, symbolisent cette dépendance.

Ce modèle repose sur une logique où la consommation de produits importés occupe une place centrale, au détriment du développement de filières locales.

Des centaines de millions d'euros enlevés à La Réunion

Le marché automobile de La Réunion traverse donc une période de remise en cause, avec des chiffres qui reflètent une contraction. En 2024, les immatriculations ont chuté de 11,77 %, représentant 26.351 véhicules contre 29.854 en 2023, soit une baisse d'environ 3.500 unités. Cette baisse ramène le secteur à des niveaux inédits depuis plus de dix ans. Le mois de décembre, traditionnellement porteur pour les ventes, a accentué la crise avec un recul de 26,33 %, un signe manifeste des difficultés persistantes.

Chaque véhicule vendu représente une somme considérable exportée hors de l'île. Avec des prix moyens oscillant entre 20.000 et 40.000 euros par véhicule, l'achat des 26.351 unités en 2024 pourrait correspondre à un transfert d'argent quittant notre pays avoisinant 600 millions à 1 milliard d'euros. Ces montants, au lieu de stimuler l'économie réunionnaise pour créer des emplois, alimentent des importations.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Rencontre avec un représentant du gouvernement français à La Réunion

La Plateforme réunionnaise a présenté la « conférence péi » au ministre des Outre-mer

La Plateforme réunionnaise composée du PS, du PCR, d'EELV, d'Ansam, de Banian et de Place publique a rencontré Manuel Valls lors de son récent séjour à La Réunion. Ce fut l'occasion pour des représentants de ces organisations de présenter la « conférence péi » à un représentant du gouvernement français. Voici le contenu du communiqué publié ce 3 janvier.

Nous avons rencontré le ministre des Outre-mer pour lui présenter la nouvelle démarche initiée par la Plateforme réunionnaise, la « conférence péi ».

Face aux différents défis que doit relever notre île : climatique, social, économique... Nous devons innover et co-construire avec l'ensemble des acteurs du territoire un projet fait par les Réunionnais et pour les Réunionnais, c'est la conférence péi.

La première, organisée le 6 novembre dernier, a été un réel succès, réunissant environ 200 personnes, des associations, des syndicats, les chambres consulaires, des partis politiques, des élus, des citoyens... Ensemble, ils ont débattu, échangé leurs regards afin d'émettre des propositions concrètes correspondantes à la réalité de notre territoire.

Ces propositions, au nombre de 14, ont été envoyées au ministre des Outre-mer de l'époque. Pour que ce travail entrepris par cet élan démocratique ne soit pas vain, nous avons envoyé à nouveau ces mesures au nouveau ministre des Outre-mer, dès la semaine dernière.



C'est donc logiquement que nous avons profité de son passage à la Réunion pour lui faire part de vive voix de cette nouvelle approche. Nous avons également évoqué l'avenir de Mayotte, où la Nation doit prendre toute sa place et la situation sanitaire préoccupante liée à la recrudescence de l'épidémie de Chikungunya sur notre île.

Monsieur le Ministre a été très attentif et réceptif à nos échanges. Il est conscient que les urgences auxquelles sont confrontés les pays d'outre-mer nécessitent une nouvelle approche et donc une nouvelle méthode. L'avenir des Outre-mer doit s'écrire avec ses populations.

Il a salué la volonté de la plateforme réunionnaise de continuer sur cette dynamique, de promouvoir cet espace de débat, de réflexion et de proposition au sein de notre territoire.

C'est dans cette optique, celle d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens, de se saisir

des différents problèmes et d'y travailler ensemble à leurs résolutions que nous organiserons la deuxième conférence péi, dans les semaines à venir.

Nous réitérons notre appel, à l'ensemble des forces vives du territoire à nous rejoindre pour écrire ensemble notre histoire, celle d'une Réunion forte, ambitieuse, innovante et solidaire.

- **Ericka Bareigts, maire de Saint-Denis de La Réunion, PS**
- **Audrey Bélim, Sénatrice, PS**
- **Christophe Estève, Place Publique**
- **Maurice Gironcel, maire de Sainte-Suzanne, PCR**
- **Olivier Hoarau, maire du Port, Ansam**
- **Philippe Naillet, Député, PS**
- **Geneviève Payet, Secrétaire régionale EELV**
- **Patrice Selly, Maire de Saint-Benoît, Banian**

Oté

Késtyon chagos : lo pir lé zamé sèrtin !

Néna dé foi in sityassion i pé shanjé, li pé mèm ète bouskilé pars plizyèr zafèr i shanj an mèm tan si tan tèlman k'in solission dann in problèm inportan i pé avanss toudinkou épizapré blok nète... Sa lé vré pou in n'afèr privé, sa lé vré galman pou in késtyon internassyonal.

Zot i koné bien bann sityassion konmsa i manke pa dan lo monde é mèm sa lé akonpagné par bann krime konte limanité : sé lo ka dann La Palestine konm noute toute i koné, sé lo ka pou bannzil Chagos... Inn késtyon nou téi vé oir trouv in solission apré plis sinkantan d'déportassion kriminel bann shagossien.

Kossa l'arivé pou bann chagossien ?

Ni rapèl l'ané 2015 gouvèrnman bann zanglé téi vé négossyé lo rotour bann chagossien dann zot bannzil néssans. L'afèr té an bon shomin. Gouvèrnman GB épi Groupe réfiyé chagos lété dakor sof ké toudinkou gouvèrnman britanik la dévir palto épi la di lé pa possib pou bann chagossien rotourn shé zot épi la propoz in some larzan. Lo GRC avèk Olivier Bancoult la réponn in péi sa i ashète pa, é zot larjan zot na ka garde pou zot.

Sa sé in léspikassion lo pakt bann chagossien la sign avèk gouvèrnman Maurice. Ni koné sa la déboush dsi la kondanssion la GB, épizapré dsi bann négossyassion pars la GB la désside diskite avèk Maurice dsi lo retour bannzil Chagos dann la souvrènté gouvèrnman Maurice.

Dabor la négossyé dé zan pou ariv in akor

lo 3 oktob 2024. Mé la pran tro d'tan é pandann tan-la l'ariv plizyèr zafèr :

- Zétazini lé paré pou shanj pouvoir é par l'fète pèrsone i koné pa bien oziss kossa lo fitir administrassion Trump i ve par rapor la négossiassion rante Maurice épi langlètèr.

- Néna in nouvo gouvèrnman dann Maurice é gouvèrnman-la i vé ronégossyé plizyèr poin lo lakor. Pou konplik l'afèr I koné pa oziss si gouvèrnman GB va garde mèm pozission sansa va shanjé si tèlman li lé assir rante dé sèz...

Rézilta, mi di azot in sityassion internassional i pé shanjé é bann shanjman lé riskab pa zoué dann in bon sanss : sète lo rotour dann zot zil néssans bann chagossien, épi lo rotour bann chagos sou la souvrènté gouvèrnman Maurice.

Astèr alon atann pou oir sak v'arivé — lo pir lé pa touzour sèrtin. A bon antandèr salu !

Justin